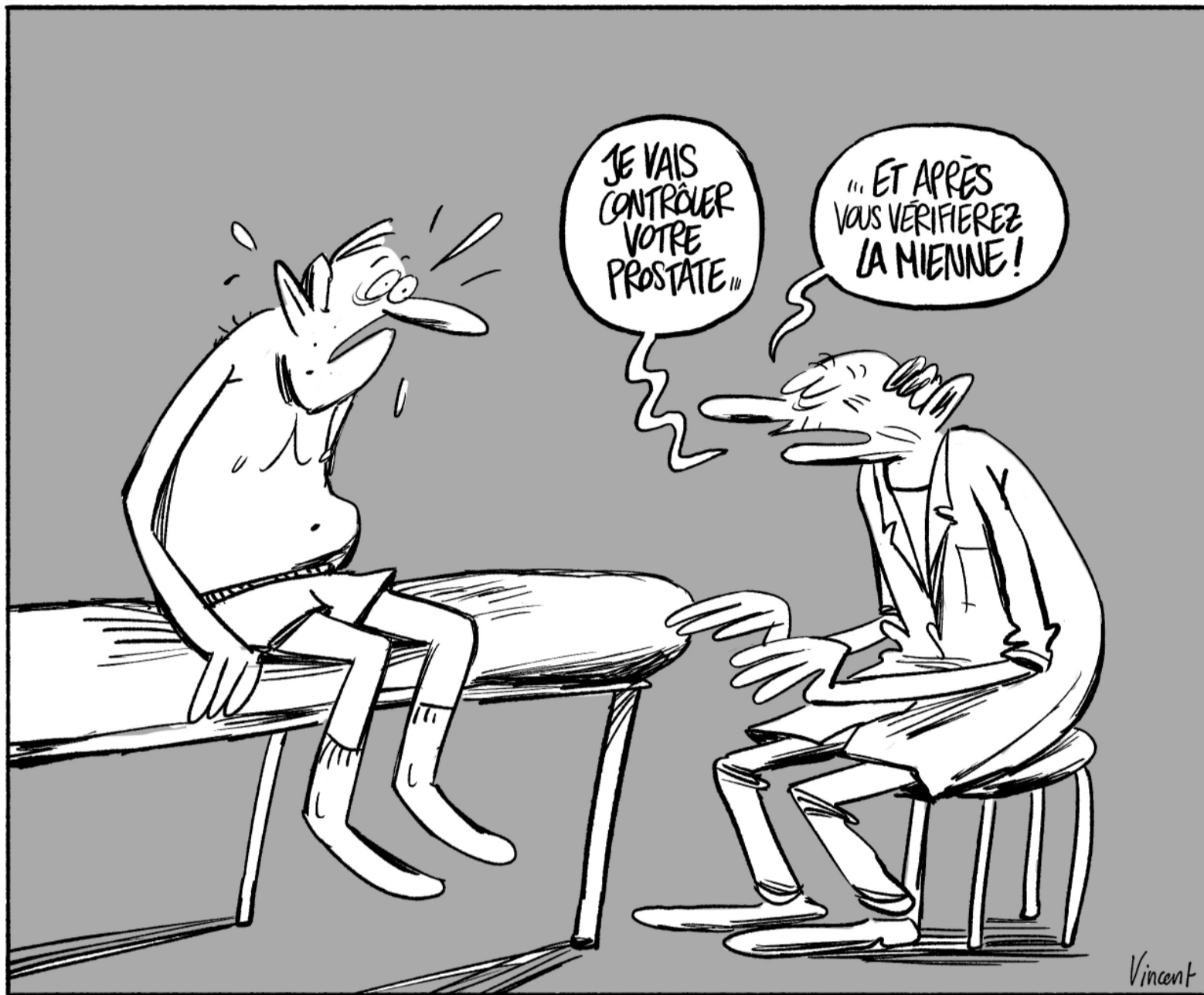


En Suisse, un quart des médecins ont plus de 60 ans



EN COULISSE

Les pitoyables soubresauts de la Françafrique

Françafrique: ce concept, popularisé par le regretté François-Xavier Verschave, définit la continuité de la colonisation française en Afrique de l'Ouest sous d'autres formes. «A partir du tournant des années soixante, un système a été mis en place pour continuer à opprimer les pays africains qui venaient d'accéder à leur indépendance vis-à-vis de la France. Or, le système de la colonisation était quand même bel et bien le système d'appropriation des richesses de l'Afrique par des étrangers. Et on a toujours continué, en s'alliant avec un certain nombre de responsables africains: ce sont les amis de la France...»¹

Les rares présidents africains à s'être élevés contre la Françafrique l'ont payé de leur vie (Thomas Sankara, Sylvanus Olympio), sans parler des oppositions laminées, des militantes muselées et assassinées au cours des décennies de pseudo indépendance.

Pourtant, récemment, une série de coups d'Etat militaires dans différents pays d'Afrique de l'Ouest ont mené au pouvoir des dirigeants dont le point commun (à l'exception du suspect nouveau chef du régime gabonais) est la volonté de renvoyer enfin l'Etat français dans ses plates-bandes.

Dans la foulée de l'échec des opérations Serval et Barkhane, c'est au Mali que s'est produite la première rupture, suivie par les coups d'Etat au Burkina Faso et au Niger. Alors que, durant les décennies précédentes, les coups d'Etat relevaient principalement de conflits entre clans antagonistes, sans conséquences sur la mainmise de l'Etat français (excepté bien sûr le coup d'Etat révolutionnaire de 1983 en Haute-Volta, devenue Burkina Faso), il semble, cette fois-ci, que les putschistes aient pour volonté de res-



DOMINIQUE ZIEGLER*

taurer la dignité de leur peuple, et de se détacher définitivement de la tutelle coloniale française (et plus avant de toute ingérence ou domination de tout ordre).

Si la méfiance doit toujours être de mise lorsque des militaires prennent le pouvoir, il serait faux de calquer une grille de lecture simpliste sur ces phénomènes et d'opposer, dans ce cadre-là, la pseudo légitimité démocratique des régimes renversés à une apparente illégitimité inhérente à ce type de coups de force. Car lesdits régimes démocratiques en question n'ont constitué qu'une autre facette de la complicité de certaines élites africaines avec le colon français. Ce dernier s'accommode d'ailleurs toujours très bien de régimes dictatoriaux amis (Congo-Brazzaville, Togo) ou de gouvernements aux conceptions démocratiques très relatives (Côte d'Ivoire, Sénégal).

Force est de constater qu'à ce stade, les nouveaux gouvernants du Mali, Burkina et Niger bénéficient du soutien massif de leur peuple. Le tournant est de taille. La France ne s'y est pas trompée, tentant dans un premier temps d'instrumentaliser ses affiliés au sein de la Cédéao [Communauté économique des Etats d'Afrique de l'ouest] pour les pousser à attaquer militairement le Niger, opération qui a heureusement (pour l'instant) capoté.

Pas en reste, on apprenait qu'une tentative de coup d'Etat avait été déjouée au Burkina Faso, il y a deux semaines, visant à éliminer le très populaire président Ibrahim Traoré. D'après certaines sources, les armes seraient venues de Côte d'Ivoire, pays dirigé par l'homme clé du dispositif français, Alasane Ouattara (instigateur de la guerre civile de Côte d'Ivoire en 2002).

Sans la moindre décence, l'Etat français a annoncé des sanctions contre tous les ressortissants des pays cherchant à sortir de son orbite, notamment via l'annulation des visas. Parmi les personnes impactées, les artistes maliens, burkinabés, nigériens, qui, du jour au lendemain, voient leurs projets de tournées ou de participation à des spectacles sur territoire français (outre-mer compris) purement et simplement annulés. On imagine l'impact sur les productions et le manque à gagner pour des artistes aux revenus déjà aléatoires.

Osant tout, notre homme Macron annonce dans le même temps la volonté de créer l'an prochain une «Maison des mondes africains» au cœur de Paris, un gigantesque centre culturel pour resserrer les liens entre la France et l'Afrique! Sans peur du ridicule, le président français inaugurerait aussi, ce week-end, au Centre Pompidou, le «Forum des industries culturelles et créatives: Creation Africa». L'occasion pour Macron de déclarer sur sa page Facebook: «Avec vous, artistes, entrepreneurs, forces vives africaines et françaises! Ce Forum est le plus beau démenti au récit que certains voudraient imposer des relations entre l'Afrique et la France. En novembre 2017, dans mon discours de Ouagadougou, j'ai voulu réinventer un partenariat entre le continent africain et la France, équilibré, responsable, respectueux. J'ai pris des engagements concrets. Des pierres sur lesquelles nous continuons à bâtir notre partenariat, où tous les pays africains ont un rôle à jouer. Nous cassons des barrières.»

La Françafrique agonise, mais la mascarade continue, toujours aussi grossière.

* Auteur metteur en scène, www.dominiqueziegler.com

A l'affiche: *Choc! La friandise des dieux*, Théâtre Orchestre Bienne Soleure (et tournée) jusqu'au 7 déc. 2023, www.tobs.ch/fr/theatre/productions/stueck/prod/781

¹ F.-X. Verschave, *La Françafrique*, Stock, 1998.

UN AVENIR À DÉSIRER

Abstention: piège à con?



GRÈVE DU CLIMAT SUISSE*

à voter? Si oui, pour qui? Une fois de plus, frottons-nous à ce dilemme éternel.

En scrutant l'Etat, on croit souvent y voir deux âmes. La première: une sorte d'ilot a priori non-marchand, capable de réagir à des considérations écologistes. L'Etat peut de ce fait sembler le meilleur allié pour réguler un marché immoral tellement livré à lui-même. Cependant, sa seconde âme apparaît davantage comme une chambre d'écho des intérêts économiques. Elle décroît sans cesse les espoirs progressistes. Ce point-ci fait consensus dans nos rangs: l'Etat actuel est une démocratie largement distordue. Les intérêts pécuniaires qui s'insinuent dans les couloirs parlementaires ne nous échappent pas. Les sommes, enfin rendues en partie publiques, obtenues par certaines formations politiques sont une négation d'une démocratie égalitaire – pour oser le pléonasme.

Des propositions pour transformer cette seconde âme sclérosée de lobbyisme en réelle agora délibérative existent depuis bien longtemps. Pour n'en citer que quelques-unes dans un ordre croissant d'audace: plafonnement des dépenses de campagnes¹, mandat révocable ou limité dans le temps, tirage au sort. Ces idées, qui connaissent une nouvelle vie, par exemple avec les assemblées citoyennes d'Extinction Rébellion, et auxquelles on pourrait rajouter la démocratie dans les entreprises, comme nous l'avons thématiqué dans nos chroniques, méritent une attention certaine.

En attendant ces transformations qui démocratiseraient la démocratie, il reste que l'Etat est là, face à nous. Et c'est un concentré de pouvoir. Pendant les quatre prochaines années, le Parlement votera des lois qui auront un réel effet sur nous, notre environnement, nos mouvements aussi. Prosaïquement, pour nous, ne pas voter (à gauche ou, mieux, anticapitaliste), c'est laisser le champ libre à la droite, bien décidée à se moquer de l'environnement, ou à accorder aveuglément foi à la «science salvatrice». Voter donc, c'est bien. Surtout lorsqu'il s'agit de voter *contre* le climato-scepticisme et le nationalisme. Et voter *pour* une politique écologique, sociale, solidaire.

Reprenons. Quel est donc ce «problème du Parlement»? Sa composition désespérément de droite et ses décisions décidément insuffisantes, voire contre-productives? Dans ce cas, les élections sont un moment crucial à investir. Ou alors, le problème résiderait dans sa structure même qui rendrait une majorité de gauche incapable de mener un quelconque changement écologique, car bloquée par les lobbys et le chantage de l'économie? Ou est-ce encore le mode d'élection du Parlement qui rendrait en réalité une majorité de gauche impossible, empêchée par le soutien patronal aux partis de droite?

Dans tous les cas, du point de vue d'un mouvement social, plus le Parlement nous est proche, plus il sera possible de lui arracher des avancées significatives. Le jeu est trop important. Même si ses règles sont injustes, il nous semble irresponsable de ne pas y jouer.

Mais derrière notre position consensuelle consistant à appeler à voter à gauche tout en rappelant l'importance des mouvements sociaux, de la rue, de la pression populaire, se cache l'indécidable question stratégique. Comment, se demande-t-on sans cesse, arrivera-t-on à mener l'écologie à son stade requis? En termes programmatiques, par quelle voie parviendra-t-on à faire interdire les fossiles, à adopter des plans climat sociaux et justes, à reprendre un contrôle démocratique sur les entreprises écocidaire?

Formulons des hypothèses: des mouvements sociaux devenus suffisamment larges et déterminés pour arracher à l'Etat leurs revendications radicales. Ou alors un ras de marée électoral qui laisserait les coudées franches aux député·es pour mettre en place les mesures adéquates. Mieux: ces deux hypothèses en simultanée? Ou encore (pour le plaisir): une vraie révolution renversant le gouvernement suisse et mettant à sa place une démocratie écosocialiste par le bas...

L'appel à projet est ouvert. Mais dans tous les cas, nous n'avons pour l'instant pas le luxe de délaissier ni les urnes ni la rue.

* www.climatestrike.ch/system-change

¹ Les travaux de Julia Cage notamment formulent des idées pour démocratiser le financement des partis.